



## **Projet de règlement grand-ducal fixant les mesures d'exécution relatives aux aides à la pierre prévues par la loi du # relative au logement abordable**

- I. Exposé des motifs
- II. Texte du projet de règlement grand-ducal
- III. Commentaire des articles
- IV. Fiche financière
- V. Fiche d'évaluation d'impact

### **I. Exposé des motifs**

Le présent projet de règlement grand-ducal est un règlement d'exécution du projet de loi n°7937 relative au logement abordable. Il couvre au sens large des sujets ayant trait aux conditions à respecter pour l'octroi d'aides à la pierre, à savoir la redevance d'emphytéose à payer par les acquéreurs de logements destinés à la vente abordable ou à la vente à coût modéré, l'évaluation des coûts éligibles aux aides à la pierre, les loyers à payer par les locataires d'emplacements de stationnement de voiture liés à un logement destiné à la location abordable, et la commission consultative en matière d'aides à la pierre.

### **II. Texte du projet de règlement grand-ducal**

Vu la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, et notamment son article 30 ;  
Vu la loi du XXX relative au logement abordable, et notamment ses articles 8, 14, 15 et 20 ;  
Vu la fiche financière;  
Vu les avis de la Chambre (...); L'avis de la Chambre (...) ayant été demandé;  
Notre Conseil d'Etat entendu;  
Sur le rapport de Notre Ministre du Logement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

#### **Chapitre 1<sup>er</sup> – Redevances d'emphytéose**

##### **Art. 1<sup>er</sup>. Redevances d'emphytéose**

L'acquéreur, ou ses ayants droit, d'un logement destiné à la vente abordable ou à la vente à coût modéré payent une redevance d'emphytéose au moins annuellement.

La redevance d'emphytéose est de 27 euros par appartement par an. Elle est de 50 euros par maison de type unifamilial par an. Ces montants correspondent au nombre-indice cent de l'indice des prix à la consommation en 1948.

#### **Chapitre 2 – Coûts éligibles aux participations financières**

##### **Art. 2. Evaluation des montants plafonds des coûts éligibles aux participations financières**



Pour l'évaluation des montants plafonds des coûts éligibles aux participations financières, le ministre institue, par voie de règlement ministériel, un cahier des charges pour le développement de logements abordables.

Le cahier des charges détermine des critères dans les catégories suivantes :

1° l'efficacité économique :

- a) la charge foncière ;
  - i) le terrain non viabilisé ;
  - ii) la viabilisation particulière ;
- b) le terrain viabilisé ;
  - i) la viabilisation ordinaire ;
  - ii) les travaux préparatoires et de stabilisation du sol ;
  - iii) les études préliminaires et les honoraires ;
- c) le coût de construction ;
  - i) la construction, la rénovation initiale, la vente en état futur d'achèvement ;
  - ii) l'aménagement de l'espace extérieur ;
  - iii) les études et les honoraires ;
  - iv) les frais annexes ;
- d) les équipements des logements ;
- e) les travaux de réparation et de remise en état de logements abordables ;
  - i) les travaux de remise en état et de maintien,
  - ii) les travaux de rénovation profonde ;

2° les caractéristiques urbanistiques :

- a) l'utilisation rationnelle du terrain ;
- b) la densification horizontale et verticale ;
- c) la mobilité et le stationnement ;

3° les caractéristiques architecturales :

- a) les critères généraux ;



- b) les critères spécifiques aux logements dans un immeuble collectif ;
- c) les critères spécifiques aux maisons unifamiliales ;
- d) les équipements des logements ;

4° le calcul des surfaces.

### **Chapitre .3 – Loyers des emplacements de stationnement de voiture**

#### **Art. 3 Loyers des emplacements de stationnement de voiture**

Les emplacements de stationnement liés à un logement destiné à la location abordable sont loués, en fonction de leurs spécificités structurelles et régionales, à un loyer mensuel fixé entre 7 et 23 euros par emplacement. Ces montants correspondent au nombre-indice cent de l'indice des prix à la consommation en 1948.

### **Chapitre 4 – Commission consultative en matière de participations financières**

#### **Art. 4. Composition de la commission consultative**

La commission consultative en matière de participations financières est composée au minimum de trois membres effectifs qui sont des agents du ministère choisis en fonction de leur attribution.

Pour chaque membre effectif de la commission consultative, un membre suppléant est nommé, à choisir selon les mêmes critères que le membre effectif qu'il a vocation à remplacer en cas d'empêchement.

Les membres effectifs et les membres suppléants de la commission consultative sont nommés pour une durée de cinq ans, renouvelable, par le ministre. Parmi ces membres, le ministre désigne un président et un président suppléant.

Le ministre peut nommer un secrétaire administratif de la commission consultative choisi en dehors de ses membres, lequel assiste aux réunions de la commission afin d'y prendre des notes et de tenir le procès-verbal. Le secrétaire administratif choisi en dehors des membres de la commission consultative ne participe ni aux discussions ni au vote.

#### **Art. 5. Fonctionnement de la commission consultative**

La Commission consultative ne délibère valablement que si la majorité de ses membres est présente. Les avis sont adoptés à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les participants aux réunions de la commission consultative gardent le secret des délibérations et des votes de la commission consultative.

Un règlement d'ordre intérieur, approuvé par le ministre, peut fixer les modalités de fonctionnement de la commission consultative.

### **Chapitre 5 – Dispositions finales**



## **Art. 6. Exécution**

Notre ministre ayant le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent règlement grand-ducal qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

### **III. Commentaire des articles**

#### ***Art. 1<sup>er</sup>.***

Le recours à l'emphytéose en matière de vente abordable et de vente à coût modéré s'explique par le souhait de « neutraliser » le prix du terrain lors de la vente d'un logement. Dans cette logique, la redevance d'emphytéose annuelle est fixée par règlement grand-ducal. Dans la continuité, le montant du canon reste le même que celui prévu par le règlement modifié grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

#### ***Art. 2.***

Cet article énumère les catégories de critères englobés par le cahier des charges pour le développement de logements abordables.

Ledit cahier des charges pour le développement de logements abordables prend la forme d'un arrêté ministériel.

Cette délégation au niveau du règlement ministériel ne concerne pas une matière réservée à la loi. Elle se limite à la définition de normes d'ordre technique dans le domaine du développement de logements abordables. Ces normes sont susceptibles de devoir être adaptées fréquemment en vue de tenir compte des constantes évolutions techniques dans le domaine de la construction. Le cahier des charges ancré dans un règlement ministériel rassemble ainsi les normes d'ordre technique nécessaires pour identifier un logement abordable durable et de qualité. Le règlement grand-ducal énumère les catégories de critères couvertes par le cahier des charges.

#### ***Art. 3.***

La fourchette des loyers minimaux et maximaux par emplacement est fixée en tenant compte tant des loyers du marché privé que de la composante sociale inhérente à la location abordable. La fourchette est fixée de façon large, afin de permettre de tenir compte des spécificités structurelles et régionales des parcs d'emplacement des différents promoteurs et bailleurs sociaux.

#### ***Art. 4.***

Les membres de la commission sont choisis en fonction de leur attribution. La commission est composée de manière pluridisciplinaire. Elle regroupe des agents du ministère ayant notamment des formations d'architecture ou d'urbanisme, de sciences économiques, et administratives.



La possibilité de choisir un secrétaire administratif en dehors des membres de la commission consultative est expressément prévue pour permettre aux membres d'être déchargés de ces tâches administratives.

**Art. 5.**

Pour faciliter le travail des membres de la commission consultative et assurer notamment la continuité de leur travail, un règlement d'ordre intérieur peut être pris.

Les membres de la commission consultative étant des agents du ministère et exerçant cette tâche dans le cadre de leur travail, une indemnité n'est pas prévue.

**Art. 6.**

Néant

**IV. Fiche financière**

Le projet de règlement grand-ducal en tant que tel n'entraîne pas de répercussions budgétaires pour l'Etat. Les répercussions budgétaires du projet de loi n°7937 relative au logement abordables sont décrites dans la fiche financière afférente.

**V. Fiche d'impact**



## FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

### Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de règlement grand-ducal fixant les mesures d'exécution relatives aux aides à la pierre prévues par la loi du # relative au logement abordable
Ministère initiateur :	Ministère du Logement
Auteur(s) :	Andrée Gindt
Téléphone :	247-84813
Courriel :	andree.gindt@ml.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Règlement grand-ducal d'exécution du projet de loi n°7937 relative au logement abordable
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s)	
Date :	22/07/2022



## Mieux légiférer

1 Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) :  Oui  Non

Si oui, laquelle / lesquelles :

Remarques / Observations :

2 Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales :  Oui  Non
- Citoyens :  Oui  Non
- Administrations :  Oui  Non

3 Le principe « Think small first » est-il respecté ?  Oui  Non  N.a. <sup>1</sup>  
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

Remarques / Observations :

<sup>1</sup> N.a. : non applicable.

4 Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ?  Oui  Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ?  Oui  Non

Remarques / Observations :

5 Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ?  Oui  Non

Remarques / Observations :



6

Le projet contient-il une charge administrative<sup>2</sup> pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)

Oui  Non

Si oui, quel est le coût administratif<sup>3</sup> approximatif total ?  
(nombre de destinataires x  
coût administratif par destinataire)

<sup>2</sup> Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

<sup>3</sup> Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7

a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?

Oui  Non  N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel<sup>4</sup> ?

Oui  Non  N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

<sup>4</sup> Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ([www.cnpd.lu](http://www.cnpd.lu))

8

Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ?  Oui  Non  N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ?  Oui  Non  N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ?  Oui  Non  N.a.

9

Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?

Oui  Non  N.a.

Si oui, laquelle :

10

En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?

Oui  Non  N.a.



Sinon, pourquoi ?

11

Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une

Oui  Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ?

Oui  Non

Remarques / Observations :

12

Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ?

Oui  Non  N.a.

13

Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)

Oui  Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

Entrée en vigueur de la loi et du règlement grand-ducal (prévue pour janvier 2024)

14

Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?

Oui  Non  N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :



## Egalité des chances

15

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ?  Oui  Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ?  Oui  Non

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ?  Oui  Non

Si oui, expliquez pourquoi :

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ?  Oui  Non

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

16

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ?  Oui  Non  N.a.

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

## Directive « services »

17

Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation<sup>5</sup> ?  Oui  Non  N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du  
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

<sup>5</sup> Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18

Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers<sup>6</sup> ?  Oui  Non  N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du  
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

<sup>6</sup> Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)